

Deux mondes paysans qui s’ignorent

Un grand panneau attire l’attention des automobilistes presque à l’arrêt dans les embouteillages du mois d’août sur l’unique route qui mène à Quiberon, une station balnéaire huppée du sud de la Bretagne : « La ferme de Roger, paysan fromager. Ouvert tous les jours de 17 heures à 19h30. Traite des vaches vers 18 heures ». Le voyageur curieux qui décide d’effectuer un détour découvre une petite maison en brique, une corde à linge où des draps sèchent au soleil, un potager foisonnant entouré d’herbes folles et une éolienne qu’une légère brise entraîne, rappelant que l’océan est juste là, à moins d’un kilomètre. Un peu plus loin, de jeunes veaux s’agitent dans un enclos attenant à une étable rustique d’où débordent des meules de foin. Un hangar en bois où sont entreposés des outils d’un autre âge achève d’offrir la vision d’un bonheur hors du temps.

Chaussé de sabots, M. Roger Abalain, quinquagénaire dynamique, nous accueille avec un grand sourire. Il vient de rentrer dans l’étable ses huit vaches, des bretonnes pie noir, une race ancienne protégée. Chacune répond à un prénom breton. Une famille de vacanciers rennais est venue assister à la traite. Ils connaissent déjà M. Abalain, dont ils partagent la passion pour les chevaux de trait, « la seule chose de vrai, contrairement aux tracteurs qu’utilisent ces fainéants d’agriculteurs », lancent-ils. Il y a quelques années, ces anciens cadres ont décidé de s’installer à la campagne dans une maison en bois (qu’ils ont construite eux-mêmes) pour retrouver la « vraie vie » en se lançant dans le maraîchage et en pratiquant la médecine par les plantes. Tout en branchant ses vaches une à une à une trayeuse automatique, M. Abalain explique qu’il vit « simplement, en dehors des circuits habituels et de la société de consommation ». « Nous ne sommes pas des exploitants agricoles : nous accompagnons la nature », dit-il. On fonctionne en économie d’auto-subsistance. Je suis autonome, au niveau alimentaire mais aussi énergétique. » Ce qui émerveille non seulement ses visiteurs rennais, pour qui « Roger, c’est quelqu’un de bien car il soigne ses vaches avec des huiles essentielles », mais aussi les médias locaux, nationaux et internationaux : « Il y a des journalistes russes, américains, allemands qui sont venus ici, et même une fois une personne d’Alaska ! », précise le « paysan-fromager ». Il est connu de tous au marché de Quiberon où, à proximité d’un stand de marinières, il alpague les clients en breton, pour le plus grand bonheur des touristes.

Ces derniers apprécient moins de rouler au pas derrière de gros tracteurs laissant échapper l’odeur du fumier qu’ils transportent. Excédés, ils tentent de sauver de précieuses minutes de plage à grand renfort de coups de klaxon et de jurons. Heureusement pour eux, les exploitations d’où proviennent ces tracteurs sont situées de l’autre côté de la route qui longe la côte et ses petits paradis terrestres. Parmi elles, celle de M. Yannick Morvan, éleveur laitier d’une quarantaine d’années. Bien qu’il vive à une dizaine de kilomètres seulement des stations balnéaires de Carnac et de La Trinité-sur-Mer, et à une vingtaine de kilomètres de Quiberon, il ne se souvient plus de la dernière fois où il a mis les pieds dans l’eau : « Je travaille tout le temps, je n’ai pas le temps, je n’ai jamais de vacances (1). » Et d’ajouter : « On n’est pas du même monde. »

« Si les gens savaient comment on travaille... »

Le sien, c’est la ferme dans laquelle il travaille depuis l’âge de 16 ans, et qui appartient à sa famille depuis plusieurs générations. Son histoire ressemble à celle de beaucoup d’autres dans la région. Son père, M. Bernard Morvan, désormais à la retraite, raconte avec émotion : « Mes parents avaient trois ou quatre vaches. Ils allaient au marché vendre leur production – du beurre, des œufs et des veaux lorsqu’il y avait une naissance – avec une charrette tirée par le cheval de trait. Après, quand l’agriculture a commencé à se moderniser, dans les années 1960, les coopératives laitières se sont montées et elles nous ont incités à produire, et à laisser tomber le beurre. Elles venaient récolter le lait directement à la ferme. Pour nous, c’était beaucoup moins fatigant que de passer la journée au marché et de passer le lait pour faire du beurre. Et puis, ça faisait un revenu plus régulier. Petit à petit, mes parents ont acheté plus de vaches. Puis les coopératives ont grossi. Rapidement, les adhérents ne pouvaient plus rien dire. Ils subissaient les décisions de structures trop grosses pour qu’ils s’y affrontent. À commencer par le prix d’achat du lait. »

Enchaînés à l’impératif du rendement, montrés du doigt pour leurs pratiques polluantes, cernés par les résidences secondaires, les agriculteurs conventionnels du Morbihan observent avec désarroi le succès de leurs collègues qui se sont tournés vers le bio, la vente directe, les circuits courts, etc. Des cultures différentes cohabitent... sans qu’émerge une solution globale au modèle agricole dominant.

UNE ENQUÊTE DE MAËLLE MARIETTE *



Ce contexte des années 1960 est celui des choix productivistes portés par les gouvernements de l’époque – l’idée qu’il « faut nourrir la France ». Alors, quand M. Bernard Morvan s’installe, tout le pousse à doubler son cheptel. « On a investi, raconte-t-il. On a fait des emprunts pour construire une étable plus grande et pour se moderniser. C’est le modèle que j’avais appris à l’école, ce qu’il y avait dans les bouquins et qui était valorisé dans le milieu. Et puis, on se disait que ce serait plus facile physiquement, grâce à la technologie. » Il en ira de même pour la génération suivante. Se remémorant ses années au lycée agricole, son fils résume : « Jusqu’au bac, on apprend à produire, produire, produire ; et au BTS (2), c’est réduire les coûts, rentabiliser. » Quant au contenu : « On nous enseigne le conventionnel. » Ce discours est également celui des chambres d’agriculture, auxquelles il appartient d’agréer les projets d’installation et d’accompagner les exploitants » en leur apportant un « soutien technique et administratif ». Elles sont dominées depuis de nombreuses années par la Fédération nationale des syndicats d’exploitants agricoles (FNSEA), syndicat majoritaire du monde agricole. Le syndicat a aussi « son mot à dire sur les formations, note son président dans le Morbihan, M. Frank Guéhennec. On a une vision sur le marché de l’emploi, et on ventile les formations en fonction de ça. On oriente par exemple les BTS sur certaines filières, certaines compétences. Mais aussi les formations des agriculteurs, pour les former aux nouvelles techniques, aux évolutions des pratiques ». M. Patrick Danzé, ancien professeur de gestion dans un lycée agricole de la région, soupire : « Si l’enseignement était chapeauté par l’éducation nationale plutôt que par le ministère de l’agriculture, cela permettrait peut-être de faire découvrir aux élèves d’autres moyens de produire, et d’échapper aux lobbys. »

En trois générations, le modèle promu par les pouvoirs publics et la FNSEA n’a pas évolué. La vie, elle, si. Dans la commune où se trouve la ferme de la famille Morvan, la population a presque doublé. Des maisons neuves et des lotissements accueillent les familles qui ne peuvent plus se loger sur la côte en raison de l’envolée des prix à Carnac, La Trinité-sur-Mer ou Quiberon, où plus de 70 % des habitations sont des résidences secondaires (possédées pour plus d’un tiers par des Franciliens) (3). Cette envolée des prix, pour partie due à la spéculation immobilière, se répercute à l’intérieur des terres : nombre de bâtiments « de caractère » sont raflés puis refaits à neuf par des acheteurs en quête d’« authenticité ». Pointant du doigt une longère en pierre joliment rénovée, avec un jardin aux massifs de fleurs colorés et une piscine, M. Yannick Morvan raconte pourquoi il a dû se résoudre à construire son logement sur l’une des parcelles de son exploitation : « Quand j’ai quitté la maison de mes parents, je voulais acheter ce corps de ferme abandonné, mais j’ai vite déchanté quand le notaire m’a annoncé le prix ! C’est un couple de Parisiens à la retraite qui l’a finalement retapé. Mais ils ne sont pas beaucoup là... » Quant aux nouveaux habitants du village qui y vivent à l’année, « ils travaillent en ville, dans les commerces et les bureaux », souligne M. Bernard Morvan. En conséquence, les agriculteurs ne représentent plus qu’une frange marginale de la population : moins de 2 % en 2019 (4), contre plus de 40 % en 1968 au sein de pareilles communes rurales françaises (5). Ils ne pèsent dès lors plus grand-chose dans la vie de la commune : « Les deux derniers maires ont été un comptable et une infirmière, alors qu’avant ça avait toujours été des paysans. »

Deux mondes cohabitent donc dans un même espace. Une source de tensions, dans la mesure où les activités productives agricoles s’accordent mal avec les aspirations des nouveaux habitants.

« On est mal vus, confie M. Pierre Jouanno, éleveur laitier de la commune. On est associés à des pollueurs dans le village. Quand on passe avec le pulvérisateur, les parents écartent leurs enfants et leur bouchent le nez. On a l’impression d’être des gueux. Quand je transporte mon fumier, je dois faire un détour de plus en plus grand pour éviter de passer par le village. Les gens se plaignent de l’odeur et nous insultent. Il existe maintenant des nouveaux tracteurs qui ont des LED intégrées pour pouvoir faire ça la nuit... » Il poursuit : « Et maintenant, en plus d’être des pollueurs, on nous accuse de maltraiter nos bêtes... Si les gens savaient comment on travaille, ils auraient une tout autre image de nous. Les gens de L214 [association de défense des animaux], eux, ils savent communiquer, avec leurs vidéos et tout. » Un autre agriculteur nous raconte que ses enfants sont souvent montrés du doigt : « À l’école, on leur fait des réflexions. Un jour, un de mes fils est rentré en pleurant car on l’avait traité de bouseux et de péquenot dans le car. »

De plus en plus faible, car de plus en plus minoritaire et stigmatisé, le monde paysan l’est aussi du fait de sa déstructuration interne, en raison de la course aux rendements et aux volumes. Éleveur laitier à la retraite, président de l’antenne du Finistère de Solidarité paysans, une association qui vient en aide aux agriculteurs en difficulté, M. Jean-Charles Jacopin explique : « C’est la course aux terres : tout le monde veut en récupérer pour s’agrandir et produire plus. Il y a beaucoup de concurrence, et les gens se font des vacheries. C’est chacun pour soi. » L’accroissement de la taille des exploitations limite par ailleurs l’entraide. « Les gros travaux des champs, comme la moisson ou l’ensilage, sont maintenant effectués par des entreprises, les seules à avoir les machines qu’il faut, raconte un agriculteur de la commune à la retraite. Avant, l’ensilage, par exemple, c’était un grand moment de retrouvailles. Chacun allait aider l’autre. Aujourd’hui, on ne se voit plus trop. » Cela renforce aussi la difficulté à trouver un repreneur (6), y compris au sein de sa descendance : « J’ai pensé reprendre, mais c’est compliqué de s’installer ; ça coûte très cher, car les fermes sont de plus en plus grosses. Et puis, quand tu vois que tes parents ont du mal à en vivre, ça ne fait pas rêver », confesse M^{me} Marie Jouanno.

En dépit des difficultés, impossible d’arrêter

L’isolement qui en découle est renforcé par le désengagement syndical qu’entraînent ces conditions de vie et de travail. « Actuellement, on a des problèmes pour trouver des gens qui veulent s’investir, parce que les agriculteurs n’ont plus le temps de s’engager », résume M. Guéhennec. M. Yannick Morvan précise : « Ce sont les gros qui peuvent prendre des responsabilités, parce qu’ils ont des associés et peuvent donc facilement se faire remplacer par quelqu’un pour faire leur travail pendant les réunions. Alors, les adhérents comme moi ne se sentent pas représentés. Même si on garde notre carte à la FNSEA. »

On n’est donc pas surpris d’entendre un jeune homme déclarer : « Il y a plein de célibataires dans le coin. » Il fustige des émissions comme « L’amour est dans le pré », un programme de télé-réalité très populaire (environ quatre millions de téléspectateurs à chaque épisode) diffusé depuis 2005 dans lequel des agriculteurs célibataires en quête du « grand amour » accueillent pendant une semaine dans leur ferme des « prétendantes » citadines choisies à l’issue d’une séance de speed dating organisée par la production : « Elles véhiculent les pires clichés à notre sujet ! Comment voulez-vous que les femmes soient attirées par nous ? » M. Jacopin remarque : « Le célibat des paysans préoccupe beaucoup [ce genre d’émissions de télévision], mais pas les raisons pour lesquelles ils sont seuls. À Solidarité paysans, on a de plus en plus d’appels de personnes en situation de détresse psychologique. Le suicide, hélas, on le vit régulièrement (7). »

Pour tenir, les agriculteurs se raccrochent au travail, s’y impliquant encore davantage : « On se valorise au nombre d’heures de travail fournies, au nombre de litres collectés, etc. » Mais, comme la solution à leur isolement l’aggrave, nombre d’entre eux « s’interrogent sur le sens de leur vie, avec l’impression de ne pas exercer le métier qu’ils avaient choisi ». M. Yannick Morvan nous confie ainsi, en regardant ses vaches enfermées : « Ce n’est pas ce que je voulais faire quand j’étais petit et quand j’ai commencé. Ça me fait mal au cœur de les voir comme ça, mais je n’ai pas le choix. Je ne leur donne plus de noms, il ne faut pas s’attacher. Et puis, il y en a trop. »

* Journaliste.



Mais, quelles que soient les difficultés, hors de question d'arrêter, explique M. Jacopin : « *L'agriculteur qui a récupéré la ferme familiale et qui se trouve en difficulté a l'impression que cesser l'activité reviendrait à briser quelque chose qui s'est mis en place sur des générations. C'est souvent très dur à vivre. C'est comme s'il était responsable de la rupture d'une chaîne familiale, d'une filiation. Un ouvrier qui se fait licencier, c'est très dur car il n'a plus de boulot, plus de salaire, mais il a en face un ennemi direct : son patron, le salaud qui l'a viré. Sa rage est dirigée contre lui. L'agriculteur, lui, se dit plutôt : "C'est moi le responsable, je ne suis bon à rien."* »

Ainsi, il y a deux ans, M. Stéphane Le Scouarnec, éleveur laitier d'une cinquantaine d'années, a chuté d'une échelle en travaillant dans sa grange. Victime de plusieurs fractures et alité pendant six mois, il n'a pas pu poursuivre l'activité de son exploitation. Pour rembourser ses dettes, il a dû vendre ses terres, son matériel, son cheptel et une partie de ses bâtiments. Face à cet « *échec difficile vis-à-vis de la famille* », c'est tout à la fois lui et ses collègues qu'il juge sans avenir : « *Je me sens moins que rien. Et puis, nous, les agriculteurs, on ne doit pas être indispensables, puisqu'on nous paye des clopinettes. De toute façon, ça ne sert plus à rien de faire du lait, car ils vont bientôt le faire venir des pays de l'Est où il est moins cher.* »

Se tournant vers le champ voisin qui appartenait il y a peu à sa famille, M. Le Scouarnec ajoute avec un mélange d'amertume et d'incompréhension, en regardant les quatre chevaux de trait d'un couple de jeunes Nantais tout juste installés dans le hameau : « *C'est eux qui gagnent de l'argent, maintenant...* » À ses côtés, sa mère ajoute : « *On n'en utilise plus depuis que je suis gamine, des chevaux de trait. On est passés au tracteur, c'est beaucoup moins fatigant.* » Sa fille, fière d'étudier dans le lycée agricole qu'a fréquenté son père avant elle, témoigne : « *Dans mon lycée, c'est moitié enfants d'agriculteurs, moitié touristes* » – comme elle appelle les élèves qui ne sont pas issus du monde agricole. « *Nous, ils nous traitent de beaufs. Ils veulent faire ce métier parce qu'ils aiment les animaux et caresser des veaux. Ils sont perchés !* »

Directeur d'un des plus grands établissements d'enseignement agricole de la région, M. Cyrille Troadec nous explique que, « *souvent, ces élèves viennent des villes alentour et sont là parce qu'ils ont décroché du système scolaire traditionnel* ». Il ajoute : « *Si on ne parlait que du conventionnel, ils ne viendraient pas. Mais si on ne parlait que du bio, les agriculteurs conventionnels n'enverraient pas leurs enfants. Donc, on aborde l'agroécologie !* » C'est-à-dire l'« *agriculture intensive écologique* » : « *Produire plus avec moins d'intrants.* »

« Si tout le monde faisait de la vente directe... »

Elle aussi en lycée agricole, la fille de M. Abalain – le paysan-fromager – nous raconte qu'elle y est également stigmatisée. « *Pour les gens, les "bios", ce sont des babas cool chevelus.* » « *Mais, rétorque son père, avec qui elle souhaiterait travailler, les bios qui s'installent, ce sont plutôt de jeunes ingénieurs qui sortent de grandes écoles d'agronomie.* » Les connaissances de cet ancien ingénieur électronicien lui ont servi à gérer son système d'autonomie énergétique : éolienne, panneaux solaires et récupération de l'eau de pluie. Il reçoit la visite d'étudiants admiratifs du fonctionnement de sa ferme ou désireux de recueillir des données relatives à la production de ses vaches de race protégée. « *Moi non plus, je ne viens pas du monde agricole. Je suis un néorural, comme on dit.* »

Il n'en va pas de même de M^{me} Françoise Macé et de son mari Bruno, un couple d'éleveurs laitiers d'une cinquantaine d'années qui ont récemment

commencé à transformer leur lait en fromage et à le vendre en direct dans la ferme familiale plutôt que de simplement continuer à fournir des volumes aux industriels. « *Avant, on avait plein de crédits sur le dos, raconte M^{me} Macé, tandis que là, on s'en sort.* » Ils sont également « *passés au bio* » : « *Ça rapporte plus. Tu vends ton lait un tiers plus cher pour le même travail. On a vu qu'il y avait une nouvelle clientèle, de la demande; et on n'est pas plus bêtes que les autres... Nous, on dégage même plus de marge, puisqu'on transforme. Ça fait une forte valeur ajoutée. Comme il y a beaucoup de touristes l'été, ici, on s'est dit qu'il fallait en profiter* », explique M. Macé.

Installé du bon côté de la route, à proximité des hôtels, des campings et des résidences secondaires d'une station balnéaire dotée de huit kilomètres de plage, avec menhirs et marché de producteurs locaux, le couple a rapidement rencontré le succès. Aujourd'hui, il ne vend plus seulement à la ferme ou sur les marchés, mais également à des restaurateurs. Il organise par ailleurs des visites de son exploitation, avec le soutien de l'office du tourisme. « *On sent que c'est valorisé socialement, le bio. On a une clientèle fidèle. On voit des touristes revenir d'une année à l'autre. Ça veut dire qu'ils aiment ce qu'on fait* », développe M^{me} Macé, debout derrière le comptoir réfrigéré du petit magasin attenant à l'étable où sont vendus fromages et autres produits locaux. M. Benjamin Macé, leur fils d'une trentaine d'années, a décidé de s'associer à ses parents : « *Il voit que ça marche et que notre clientèle est de plus en plus nombreuse. Ça le motive.* » « *Il y a tellement de choses à faire !* », s'exclame le jeune homme, enthousiaste.

Pour M^{me} et M. Macé, passer au bio et aux circuits courts, « *c'est juste une question de choix. On l'a fait parce qu'on est allés voir comment ça se passait ailleurs* ». « *Eux, ils sont fermés* », soupirent-ils en désignant de la tête l'autre côté de la route, où les terres sont exploitées par les agriculteurs « *conventionnels* ». Au fil de la discussion, la simple « *question de choix* » prend davantage l'allure de la nécessité : comme ils ne parvenaient plus à produire le volume de lait contractuellement fixé avec leur laiterie, celle-ci a décidé de l'abaisser; mais cette décision aux conséquences économiques d'abord catastrophiques pour eux s'est transformée en chance, puisqu'elle leur a laissé des volumes excédentaires de lait à écouler, dont ils avaient la liberté de faire ce qu'ils voulaient. Ils ont alors dû aller voir « *comment ça se passe ailleurs* », contre la pente « *naturelle* » de leur apprentissage scolaire et familial. « *On est formatés dans un métier, je ne pourrais rien faire d'autre. La vente, ce n'est pas mon truc. Je ne pourrais pas accueillir des clients à ma ferme, je ne serais pas à l'aise* », nous confie ainsi M. Yannick Morvan.

Mais les choses sont peut-être bien ainsi, puisque, « *si tout le monde se mettait à faire de la vente directe, le marché saturerait et les prix chuteraient* », remarque M. Arthur Souchet, qui, à l'issue de ses études d'architecture, s'est lancé dans la production de fromage de chèvre. Il y a d'ailleurs « *de plus en plus de gens en difficulté qui sont dans des projets alternatifs, néoruraux, et qui n'imaginaient pas que ce serait aussi dur* », souligne M. Danzé, également bénévole au sein de l'association Solidarité paysans. « *Il faut se démarquer et être original* », résume M. Abalain, dont les affaires n'ont jamais été aussi florissantes que pendant le confinement du printemps 2020. Juché sur une ancienne carriole tirée par un cheval de trait, il parcourait la commune avec ses produits. L'opération lui a valu de nombreux articles dans la presse locale, qui ont contribué à son succès. Pareil « *visage du nouveau paysan* » est en effet de ceux que la presse aime à célébrer, tels ceux de ce « *paysan résistant* » ou de cette « *ex-réalisatrice parisienne tombée amoureuse des agneaux du Cotentin, devenue bergère écomilitante* », photographiés en noir et blanc dans un article récent du Monde (8) : « *La crise sanitaire a fait émerger ces artisans (...) proches de la terre et de leur communauté* », qui « *tous les jours (...)*

Les images qui accompagnent cette enquête sont de Jean-Charles Gutner. Elles sont extraites d'un reportage photographique sur la précarité dans le monde agricole en Bretagne, 2012.



travaillent avec la nature – et non contre elle – pour faire surgir ce qu'elle peut donner de meilleur», écrivait le quotidien. « *Plus que jamais, on le sait, on le sent* », ces « *paysans, au sens noble* » – qui savent, contrairement au « *milieu agricole français* », qu'il s'agit « *de cultiver la terre tout en la régénérant, et non plus de l'exploiter en l'épuisant* » – « *peuvent nourrir l'humanité, mais aussi, peut-être, la sauver* ». Malgré cela, l'emballlement pour les produits de M. Abalain a été de courte durée : « *Les gens nous ont lâchés après le confinement; on a peut-être gardé 10 % de cette clientèle. Il ne faut pas se le cacher, ce fut plus une mode qu'un véritable changement de la manière de consommer.* »

Par ailleurs, et plus généralement, enchanter le « *bio* » et les circuits courts en eux-mêmes semble peu pertinent. « *Savez-vous qu'il serait possible de créer l'équivalent de la ferme industrielle "des mille vaches" en bio sans déroger à la réglementation européenne du bio ?* », écrit M. Claude Gruffat, président du réseau Biocoop de 2004 à 2019. *Quel est le sens de cette nouvelle forme d'agriculture dite "bio" qui ne prend pas en compte les conditions de travail et génère de la souffrance animale par des modes de production de masse (9) ?* » Dans un marché français du bio en pleine croissance (12 milliards d'euros en 2019, contre 3,7 milliards d'euros en 2010) (10), dont l'agro-industrie s'est emparée depuis longtemps, « *les bios sont en train de tomber dans les mêmes travers que ceux du conventionnel* », déplore M^{me} Morgan Ody, porte-parole de la Confédération paysanne du Morbihan : « *Faire toujours plus gros, toujours moins cher. La course aux terres, ça existe aussi dans ce domaine-là. On voit en Bretagne des fermes bio de quatre cents hectares avec des robots de traite, y compris en circuit court.* »

De l'intérêt des circuits longs

Concernant ce mode de distribution, elle avertit : « *Avec le boom des circuits courts lors du confinement, les acteurs de l'agro-industrie et de la grande distribution sont en train d'y aller à fond. Mais le circuit court n'est pas une protection contre la prédation de valeur.* » En effet, comme l'explique Yuna Chiffolleau, sociologue et directrice de recherche à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae), « *la définition officielle [des circuits courts] renvoie [uniquement] au nombre d'intermédiaires : un seul est autorisé. Pas à un mode de production* » – ni à la rémunération des producteurs. « *Le mode de fonctionnement n'est pas remis en question. La grande distribution fixe toujours les conditions d'entrée.* » De plus, « *contrairement à ce que les distributeurs suggèrent, ils travaillent plutôt avec des grandes et moyennes exploitations, qui font suffisamment de volume, avec une qualité standard* », qu'avec des petits paysans (11). Il faut aussi « *reconnaître que la vente directe ne peut être l'unique possibilité : elle sature vite, complète M^{me} Ody. Et puis, les filières longues ont aussi leur intérêt. Par exemple, en Bretagne, on ne va pas produire du comté ou des tomates. Forcément, il faut que ces produits viennent d'ailleurs, y compris de l'international le cas échéant.* »



Le problème, selon M. Jacopin, serait que ceux qui, comme la Confédération paysanne, clament vouloir remettre en question le modèle dominant d'organisation de la filière longue et productive s'occuperaient « *essentiellement, en réalité, des secteurs alternatifs, et pas beaucoup des gens qui sont dans les secteurs conventionnels. Dans leur journal, on parle tout le temps des gens qui font de la vente directe sur des circuits innovants. C'est comme si les autres n'existaient pas* ». Ainsi, tout en ne s'estimant pas réellement représenté par son syndicat, la FNSEA, M. Yannick Morvan n'irait « *pas à la Confédération paysanne, car c'est pour les bios qui vendent leurs petits trucs sur le marché mais qui ne vont pas nourrir la France* ». De leur côté, « *les bios ne vont pas aux réunions de la chambre d'agriculture car c'est plutôt orienté pour les conventionnels*, complète M. Souchet. *Donc, on ne les croise pas* ».

Ainsi, le système dénoncé par les uns et subi par les autres se perpétue.

MAËLLE MARIETTE.

(1) Lire « La course infernale des producteurs de lait », *Le Monde diplomatique*, février 2021.

(2) Brevet de technicien supérieur.

(3) Enquête réalisée en février 2020 par le comité régional du tourisme de Bretagne auprès des résidents secondaires de la région.

(4) « Emploi, séries longues sur le marché du travail », Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), Paris, 23 juin 2020.

(5) Jean Molinier, « L'évolution de la population agricole du XVIII^e siècle à nos jours », *Économie et statistique*, n° 91, Insee, juillet-août 1977.

(6) En Bretagne, près du tiers des exploitations agricoles recensées en 2000 ont disparu en 2010 (– 32,7 %), à un rythme annuel de 3,9 % (source : « Tableaux de l'agriculture bretonne », direction générale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt [Draaf Bretagne], 2016). De 2010 à 2016, la baisse du nombre d'exploitations dans la région a encore été de 12 %.

(7) Selon le rapport « Charges et produits MSA 2020 », établi par la Mutualité sociale agricole et publié en juillet 2019, on a recensé en 2015 le suicide de 372 agriculteurs et de 233 salariés agricoles, ce qui fait d'eux la catégorie socioprofessionnelle la plus touchée par le phénomène.

(8) Camille Labro, « Fermiers urbains, bergers militants, maraîchers bio... les visages du nouveau paysan », *Le Monde*, 11 décembre 2020.

(9) Claude Gruffat, *Les Dessous de l'alimentation bio*, La Mer salée, Rezé, 2017.

(10) Source : Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique.

(11) « "Local", "éthique" : ces nouveaux filons qui rapportent gros », *L'Humanité*, Saint-Denis, 22 février 2019.